

AW

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 40.206/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Protection de la Consommation, le 4 avril 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "fixant les modalités de fonctionnement de la composante sociale du service universel des communications électroniques", a donné le 2 mai 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Préambule

L'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après dénommé "I.B.P.T.") sur le texte en projet a été donné le 27 mars 2006, et non le 30 décembre 2005. L'alinéa 2 du préambule qui mentionne la date du 30 décembre 2005 sera revu en conséquence.

Dispositif

Article 1^{er}

Le 4° de la disposition à l'examen définit l'"opérateur" comme étant, pour l'application de l'arrêté en projet, "tout fournisseur d'un service téléphonique accessible au public".

Concernant cette définition, le rapport au Roi relatif à l'arrêté en projet mentionne ce qui suit :

"La notion «d'opérateur» a été restreinte par rapport à la définition de [la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques], afin de correspondre à l'objet du présent arrêté qui est limité à la prestation de la composante sociale du service universel, composante qui par nature ne peut être prestée que dans le cadre d'un service de téléphonie accessible au public."

La "restriction" apportée à la notion d'"opérateur" par l'arrêté en projet, comme précisé ci-avant, ne peut être admise.

.../...

En effet, l'article 74 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques prévoit, en son alinéa 1^{er}, que "la composante sociale du service universel consiste en la fourniture par chaque opérateur à certaines catégories de bénéficiaires, de conditions tarifaires particulières", sans que la notion d'"opérateur" soit autrement précisée. Celle-ci doit dès lors s'entendre comme étant "toute personne ayant introduit une notification conformément à l'article 9", conformément à la définition qu'en donne l'article 2, 11°, de la même loi.

Or, il n'appartient pas au Roi, lorsqu'Il pourvoit à l'exécution d'une disposition législative, de donner d'une notion employée par cette disposition et définie par le législateur lui-même, une autre définition. Ainsi, en restreignant la définition de la notion d'"opérateur" par rapport à la définition que lui donne la loi du 13 juin 2005, l'arrêté en projet méconnaît celle-ci.

Le 4° de la disposition à l'examen sera donc omis.

Article 2

L'article 74, alinéas 4 et 5, de la loi du 13 juin 2005 précitée crée un fonds pour le service universel en matière de tarifs sociaux chargé d'indemniser les prestataires de tarifs sociaux. Cette disposition dote le fonds de la personnalité juridique et confie sa gestion à l'I.B.P.T. Elle charge en outre le Roi de déterminer "par arrêté délibéré en Conseil des ministres, après avis de l'Institut, les modalités de fonctionnement de ce mécanisme".

Pour sa part, l'article 16 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges prévoit notamment que "Le Conseil [de l'I.B.P.T.] a le pouvoir d'accomplir tous les actes utiles à l'exercice des compétences de l'Institut" et que "Le Conseil peut, par décision unanime, déléguer certains de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres."

Au regard de ces dispositions, l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté en projet, appelle les observations suivantes.

.../...

1. La première phrase de l'alinéa 2 de la disposition à l'examen prévoit que "Le conseil de l'Institut dispose des compétences les plus larges en matière d'administration du Fonds et d'exécution de ses missions". Ce faisant, elle se borne à rappeler une règle qui découle déjà de la combinaison de l'article 74, alinéa 5, de la loi du 13 juin 2005 précitée et de l'article 16 de la loi du 17 janvier 2003 précitée.

Or, il n'appartient pas au titulaire du pouvoir exécutif de rappeler une règle qui figure déjà dans une ou plusieurs dispositions de nature législative. Un tel procédé est non seulement inutile mais en outre, il est de nature à laisser croire qu'il est au pouvoir du titulaire du pouvoir exécutif de modifier ladite règle alors que ce pouvoir appartient au seul législateur. La première phrase de l'alinéa 2 de la disposition à l'examen doit donc être omise.

2. Quant à la seconde phrase de l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté en projet, elle prévoit que "L'IBPT désigne parmi ses membres du conseil un membre qui agit en tant que représentant, qui exécute cette mission au nom et sur ordre du conseil, assisté en cela par les fonctionnaires qu'il aura désigné".

Cette disposition méconnaît la règle prévue à l'article 16 de la loi du 17 janvier 2003 précitée selon laquelle c'est au Conseil de l'I.B.P.T. lui-même qu'il appartient de décider de déléguer ou non certains de ses pouvoirs à l'un ou plusieurs de ses membres.

La seconde phrase de l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté en projet doit par conséquent être omise elle aussi.

Article 3

L'article 74 de la loi du 13 juin 2005 précitée dispose comme suit :

"La composante sociale du service universel consiste en la fourniture par chaque opérateur à certaines catégories de bénéficiaires, de conditions tarifaires particulières.

.../...

Les catégories de bénéficiaires et les conditions tarifaires visées à l'alinéa 1^{er}, ainsi que les procédures visant à l'obtention desdites conditions tarifaires sont définies en annexe.

L'Institut remet chaque année au ministre un rapport sur les parts relatives des opérateurs dans le nombre total d'abonnés sociaux par rapport à leurs parts de marché sur la base du chiffre d'affaires sur le marché de la téléphonie publique.

Il est créé un fonds pour le service universel en matière de tarifs sociaux chargé d'indemniser les prestataires de tarifs sociaux. Ce fonds est doté de la personnalité juridique et géré par l'Institut.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, après avis de l'Institut, les modalités de fonctionnement de ce mécanisme.

S'il s'avère que le nombre de réductions de tarifs accordées par l'opérateur est inférieur au nombre de réductions de tarifs correspondant à sa part du chiffre d'affaires global du marché de la téléphonie publique, cet opérateur doit compenser cette différence.

S'il s'avère que le nombre de réductions de tarifs accordées par l'opérateur est supérieur au nombre de réductions de tarifs correspondant à sa part du chiffre d'affaires global du marché de la téléphonie publique, cet opérateur recevra une indemnité d'un montant égal à cette différence.

Les compensations visées aux alinéas précédents sont dues immédiatement. La compensation effective opérée par le biais du fonds aura lieu dès que celui-ci sera devenu opérationnel et au plus tard dans le courant de l'année suivant l'entrée en vigueur du présent article."

Cette disposition, spécialement son alinéa 2, renvoie à l'annexe de la loi précitée pour ce qui est de la définition des catégories de bénéficiaires, des conditions tarifaires, ainsi que des procédures visant à l'obtention desdites conditions tarifaires.

Parmi les dispositions de cette annexe, il convient d'avoir spécialement égard à son article 22, qui dispose comme suit :

"Art. 22. § 1^{er}. Les opérateurs appliquent, au moins, les réductions de tarifs détaillées ci-après :

1. Tarif téléphonique social
[suivent les conditions à remplir pour bénéficier d'un tarif téléphonique social]
2. Tarif téléphonique social en faveur de certains déficients auditifs et de personnes ayant subi une laryngectomie
[suivent les conditions à remplir pour bénéficier d'un tarif téléphonique social au titre de déficient auditif et de personne ayant subi une laryngectomie]

.../...

3. Tarif téléphonique social en faveur des aveugles militaires de la guerre [suivent les conditions à remplir pour bénéficier d'un tarif téléphonique social au titre d'aveugle militaire de la guerre]

§ 2. Une base de données est créée chez l'Institut relative aux catégories des bénéficiaires du tarif téléphonique social.

Pour autant que ceci s'avère nécessaire pour l'application du tarif téléphonique social la base de donnée a :

- 1° accès au Registre national des personnes physiques, institué par la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques;
- 2° le droit d'utiliser le numéro d'identification du Registre national.

L'opérateur qui est prié par un bénéficiaire d'octroyer le tarif social, informe la base de données de cette demande. Celle-ci vérifie si le bénéficiaire concerné n'a pas déjà profité de ce droit auprès d'un autre opérateur.

L'Institut détermine les pièces qui doivent établir la preuve qu'il est satisfait aux conditions d'octroi du tarif téléphonique social.

L'Institut est habilité à vérifier, en collaboration avec les prestataires du tarif social, si le bénéficiaire a encore droit au tarif social. L'Institut ne peut exercer ce droit qu'une fois tous les deux ans."

De cette disposition, il résulte, d'une part, que c'est aux opérateurs concernés qu'il appartient d'appliquer les réductions de tarifs aux personnes qui remplissent les conditions qui y sont fixées, et que, d'autre part, les seuls pouvoirs et compétences conférés à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications sont les suivants :

- 1° les pouvoirs relatifs à la base de données créée en son sein, relative aux catégories des bénéficiaires du tarif téléphonique social qui vérifie, à chaque demande d'un candidat au bénéfice du tarif social, qui lui est communiquée par l'opérateur si le bénéficiaire concerné n'a pas déjà "profité" de ce droit auprès d'un autre opérateur;
- 2° déterminer les pièces qui doivent établir la preuve qu'il est satisfait aux conditions d'octroi du tarif téléphonique social;
- 3° vérifier, en collaboration avec les prestataires du tarif social, si le bénéficiaire a encore droit au tarif social; l'Institut ne peut exercer ce droit qu'une fois tous les deux ans.

.../...

Parmi ces pouvoirs ne figure pas celui de vérifier ni, a fortiori, de décider, systématiquement lors de l'introduction de chaque demande de bénéfice du tarif téléphonique social par une personne si le demandeur remplit les conditions légales pour bénéficier d'un tel tarif.

À cet égard, il faut plus particulièrement relever que, lors de l'introduction d'une demande, la seule intervention de l'Institut se limite à donner accès à la base de données précitée afin que cette base vérifie si le bénéficiaire concerné n'a pas déjà "profité" de ce droit auprès d'un autre opérateur.

Quant au pouvoir de contrôle, il se borne à vérifier, en collaboration avec les prestataires du tarif social, si le bénéficiaire a encore droit au tarif social. Il s'agit donc d'un contrôle *a posteriori*, qui, de surcroît, ne peut être exercé qu'une fois tous les deux ans.

Le pouvoir de décider d'appliquer ou non le tarif social à une personne qui en fait la demande appartient donc au seul opérateur.

La disposition à l'examen qui met en place un système dans lequel l'Institut se voit conférer un pouvoir systématique de vérification et de décision en matière d'octroi du tarif téléphonique social, ne peut donc être admise.

L'article 3 du projet sera revu en conséquence.

Article 6

La disposition à l'examen prévoit que le premier août de l'année qui suit l'"année considérée", le fonds calcule et notifie aux opérateurs, par lettre recommandée à La Poste, le montant des compensations et des indemnités visées à l'article 74 de la loi précitée du 13 juin 2005. Elle prévoit ensuite que le fonds fixe le délai pour le paiement des compensations et qu'il effectue les paiements des indemnités dans les trois mois qui suivent la notification.

Le système ainsi mis en place méconnaît l'article 74 de la loi du 13 juin 2005, pour les raisons suivantes.

- 1° Il résulte de l'article 74, alinéa 8, de la loi du 13 juin 2005 que les compensations visées aux alinéas précédents ⁽¹⁾ sont dues immédiatement. Il n'appartient dès lors pas au Roi de fixer lui-même un délai pour le paiement des indemnités éventuellement dues par le fonds aux opérateurs, comme le fait l'article 6, alinéa 3, du projet, ni de fixer ou d'habiliter le fonds à fixer un délai pour le paiement des compensations éventuellement dues par les opérateurs, comme le fait l'article 6, alinéa 2, du projet.
- 2° Par ailleurs, en ce qui concerne à tout le moins le paiement des premières indemnités éventuellement dues par le fonds, l'article 74, alinéa 8, seconde phrase, de la loi du 13 juin 2005 prévoit que la compensation effective opérée par le biais du fonds aura lieu dès que celui-ci sera devenu opérationnel et au plus tard le 30 juin 2006. De la combinaison des alinéas 1^{er} et 3 de la disposition à l'examen, il suit que le système mis en place par celle-ci ne permettra pas de respecter le délai ainsi fixé par le législateur lui-même.

En conclusion, il convient d'omettre les alinéas 2 et 3 de la disposition à l'examen et d'insérer dans le texte en projet, une disposition transitoire permettant de garantir le respect du délai fixé par l'article 74, alinéa 8, seconde phrase, de la loi du 13 juin 2005.

⁽¹⁾ Sont donc visées non seulement les compensations éventuellement dues par les opérateurs (article 74, alinéa 6), mais également les indemnités éventuellement dues par le fonds (article 74, alinéa 7).

La chambre était composée de

Messieurs	R. ANDERSEN,	premier président du Conseil d'État,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	P. VANDERNOOT,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme A. VAGMAN, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PREMIER PRÉSIDENT,

C. GIGOT

R. ANDERSEN

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 40.206/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 4 april 2006 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Consumentenzaken verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de nadere regels voor de werking van het sociale element van de universele dienst inzake elektronische communicatie", heeft op 2 mei 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Aanhef

Het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (hierna BIPT genoemd) heeft zijn advies omtrent de ontwerptekst niet op 30 december 2005 gegeven, maar op 27 maart 2006. Het tweede lid van de aanhef, dat als datum 30 december 2005 opgeeft, moet dienovereenkomstig worden gewijzigd.

Dispositief

Artikel 1

Onderdeel 4° van de onderzochte bepaling omschrijft de "operator" voor de toepassing van het ontwerpbesluit als "elke aanbieder van een openbare telefoondienst aan consumenten".

In verband met die definitie staat in het verslag aan de Koning betreffende het ontwerpbesluit het volgende :

"Het begrip «operator» is ingeperkt ten opzichte van de definitie van [de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie], om in overeenstemming te zijn met het voorwerp van het onderhavige besluit dat beperkt is tot de verrichting van het sociale element van de universele dienst, een element dat van nature uit alleen kan worden verricht in het kader van een openbare telefoondienst."

.../...

De hierboven omschreven "inperking", door het ontwerpbesluit, van het begrip "operator" is onaanvaardbaar.

Artikel 74, eerste lid, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie bepaalt immers : "Het sociale element van de universele dienst bestaat uit de levering door elke operator aan sommige categorieën van begunstigen van bijzondere tariefvoorwaarden", zonder dat het begrip "operator" nader wordt gepreciseerd. Dit begrip moet bijgevolg worden verstaan als "een persoon die een kennisgeving heeft ingediend overeenkomstig artikel 9", overeenkomstig de definitie vervat in artikel 2, 11°, van dezelfde wet.

Het staat echter niet aan de Koning om, wanneer Hij een wetsbepaling ten uitvoer legt, een andere definitie te geven van een begrip dat in die bepaling voorkomt en dat door de wetgever zelf is gedefinieerd. Aldus is het ontwerpbesluit in strijd met de wet van 13 juni 2005, doordat het van het begrip "operator" een engere definitie geeft dan die welke voorkomt in de voornoemde wet.

Onderdeel 4° van de onderzochte bepaling moet bijgevolg vervallen.

Artikel 2

Artikel 74, vierde en vijfde lid, van de voornoemde wet van 13 juni 2005 richt een fonds voor de universele dienstverlening inzake sociale tarieven op, dat bestemd is om de aanbieders van sociale tarieven te vergoeden. Die bepaling verleent rechtspersoonlijkheid aan het fonds en vertrouwt het beheer ervan toe aan het BIPT. Die bepaling schrijft bovendien voor dat de Koning "bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, na advies van het Instituut, de nadere regels van de werking van dit mechanisme" bepaalt.

Artikel 16 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector bepaalt zijnerzijds onder meer : "De Raad [van het BIPT] is gemachtigd om alle nuttige daden te stellen ter uitoefening van de bevoegdheden van het Instituut", en ook : "De Raad kan, bij eenparige beslissing, sommige van zijn bevoegdheden overdragen aan een of meer van zijn leden".

.../...

In het licht van die bepalingen moeten omtrent artikel 2, tweede lid, van het ontwerpbesluit de volgende opmerkingen worden gemaakt.

1. De eerste zin van het tweede lid van de onderzochte bepaling schrijft voor : "De raad van het Instituut beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheden voor het bestuur van het Fonds en de uitvoering van zijn opdrachten." Aldus wordt slechts herinnerd aan een regel die reeds voortvloeit uit de gezamenlijke lezing van artikel 74, vijfde lid, van de voornoemde wet van 13 juni 2005 en van artikel 16 van de voornoemde wet van 17 januari 2003.

Het staat evenwel niet aan de persoon bij wie de uitvoerende macht berust, te herinneren aan een regel die reeds voorkomt in een of meer wetsbepalingen. Een zodanige werkwijze is niet alleen onnodig, maar bovendien kan aldus de indruk gewekt worden dat het staat aan de persoon bij wie de uitvoerende macht berust, om die regel te wijzigen, terwijl die bevoegdheid uitsluitend aan de wetgever toekomt. De eerste zin van het tweede lid van de onderzochte bepaling moet dan ook vervallen.

2. In de tweede zin van artikel 2, tweede lid, van het ontwerpbesluit staat te lezen : "Het BIPT duidt onder haar raadsleden een lid aan dat optreedt als vertegenwoordiger, die deze opdracht uitvoert in naam en in opdracht van de raad, daartoe bijgestaan door de hem aangeduide ambtenaren".

Die bepaling is in strijd met de regel vervat in artikel 16 van de voornoemde wet van 17 januari 2003, naar luid waarvan het aan de Raad van het BIPT zelf toekomt om te beslissen sommige bevoegdheden al dan niet te delegeren aan één of meer van zijn leden.

Bijgevolg moet ook de tweede zin van artikel 2, tweede lid, van het ontwerpbesluit vervallen.

Artikel 3

Artikel 74 van de voornoemde wet van 13 juni 2005 bepaalt :

"Het sociale element van de universele dienst bestaat uit de levering door elke operator aan sommige categorieën van begunstigden van bijzondere tariefvoorwaarden.

De in het eerste lid bedoelde categorieën van begunstigden en tariefvoorwaarden, alsook de werkwijzen om de voormelde tariefvoorwaarden te krijgen, worden bepaald in de bijlage.

Het Instituut bezorgt de minister jaarlijks een verslag over de relatieve aandelen van de operatoren in het totale aantal sociale abonnees ten opzichte van hun marktaandelen op basis van hun omzet op de markt voor openbare telefonie.

Er wordt een fonds voor de universele dienstverlening inzake sociale tarieven opgericht, bestemd om de aanbieders van sociale tarieven te vergoeden. Aan dit fonds wordt rechtspersoonlijkheid toegekend en het wordt beheerd door het Instituut.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, na advies van het Instituut, de nadere regels van de werking van dit mechanisme.

Indien blijkt dat het door de operator toegestane aantal tariefverminderingen lager is dan het aantal tariefverminderingen dat beantwoordt aan zijn aandeel in de totale omzet van de markt van de openbare telefonie, dient deze operator dit verschil te compenseren.

Indien blijkt dat het door de operator toegestane aantal tariefverminderingen hoger is dan het aantal tariefverminderingen dat beantwoordt aan zijn aandeel in de totale omzet op de markt van de openbare telefonie, dan zal deze operator ten bedrage van dit verschil een vergoeding ontvangen.

De compensaties waarvan sprake in de vorige leden zijn onmiddellijk verschuldigd. De effectieve compensatie via het fonds zal plaatsvinden zodra het fonds operationeel is, ten laatste in de loop van het jaar volgend op de inwerkingtreding van dit artikel."

Deze bepaling, inzonderheid het tweede lid ervan, verwijst naar de bijlage bij de voornoemde wet wat betreft de definitie van de categorieën van begunstigden, de tariefvoorwaarden, alsook de werkwijzen om de voormelde tariefvoorwaarden te krijgen.

Er moet inzonderheid worden gewezen op artikel 22 van die bijlage, luidende :

"Art. 22. § 1. De operatoren passen ten minste de tariefverminderingen toe die hierna worden gedetailleerd :

1. Sociaal telefoontarief
[gevolgd door de voorwaarden die vervuld moeten zijn om het sociaal telefoontarief te kunnen genieten]
2. Sociaal telefoontarief ten voordele van sommige gehoorgestoorden en personen bij wie een laryngectomie werd uitgevoerd
[gevolgd door de voorwaarden die vervuld moeten zijn om het sociaal telefoontarief te kunnen genieten in de hoedanigheid van gehoorgestoorde of als persoon bij wie een laryngectomie werd uitgevoerd]
3. Sociaal telefoontarief ten voordele van de militaire oorlogsblinden
[gevolgd door de voorwaarden die vervuld moeten zijn om het sociaal telefoontarief te kunnen genieten in de hoedanigheid van militair oorlogsblinde]

§ 2. Er wordt bij het Instituut een gegevensbank opgericht met betrekking tot de categorieën van begunstigden van het sociale telefoontarief.

Voorzover dit noodzakelijk is voor het toepassen van het sociale telefoontarief heeft de gegevensbank :

- 1° toegang tot het rijksregister van de natuurlijke personen ingesteld door de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen;
- 2° het recht om het identificatienummer van het rijksregister te gebruiken.

De operator die door een begunstigde wordt verzocht het sociale tarief te verlenen, stelt de gegevensbank op de hoogte van dit verzoek. Deze laatste gaat na of de betrokken begunstigde het betreffende recht niet reeds geniet bij een andere operator.

Het Instituut bepaalt de stukken die moeten bewijzen dat aan de voorwaarden voor het verlenen van het sociale telefoontarief is voldaan.

Het Instituut is gerechtigd om, in samenwerking met de aanbieders van het sociale tarief, na te gaan of de begunstigde nog recht heeft op het sociale tarief. Dit recht kan het Instituut maximaal eenmaal om de twee jaar uitoefenen."

Uit die bepaling volgt enerzijds dat het aan de betrokken operatoren staat om de tariefverminderingen toe te passen op de personen die voldoen aan de erin gestelde voorwaarden, en anderzijds dat alleen de volgende bevoegdheden aan het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie worden verleend :

- 1° de bevoegdheden betreffende de binnen het Instituut opgerichte gegevensbank inzake de categorieën van begunstigden van het sociaal telefoontarief, die bij iedere aanvraag van een kandidaat voor toekenning van het sociaal telefoontarief welke aan het Instituut door de operator wordt meegedeeld, nagaat of de betrokken begunstigde dat recht al niet heeft "genoten" bij een andere operator;
- 2° bepalen welke stukken het bewijs moeten leveren dat voldaan is aan de voorwaarden voor toekenning van het sociaal telefoontarief;
- 3° in samenwerking met de aanbieders van het sociale tarief nagaan of de begunstigde nog recht heeft op het sociale tarief; het Instituut kan dit recht maximaal eenmaal om de twee jaar uitoefenen.

Onder die bevoegdheden bevindt zich niet die om bij de indiening, door een persoon, van iedere aanvraag om toekenning van het sociaal telefoontarief systematisch na te gaan, en a fortiori te beslissen, of de aanvrager voldoet aan de wettelijke voorwaarden om een zodanig tarief te genieten.

In dat verband moet inzonderheid worden opgemerkt dat bij de indiening van een aanvraag het Instituut zich ertoe beperkt toegang te verlenen tot de voornoemde gegevensbank, zodat die bank kan nagaan of de betrokken begunstigde dat recht niet reeds heeft "genoten" bij een andere operator.

De controlebevoegdheid beperkt zich zijnerzijds ertoe dat in samenwerking met de aanbieders van het sociale tarief nagegaan wordt of de begunstigde nog recht heeft op het sociale tarief. Het betreft dus een controle a posteriori, die bovendien maximaal eenmaal om de twee jaar kan worden uitgeoefend.

De bevoegdheid om te beslissen het sociaal tarief al dan niet toe te kennen aan de aanvrager, komt dus uitsluitend toe aan de operator.

De onderzochte bepaling kan dus niet worden aanvaard in zoverre ze een regeling invoert waarbij het Instituut systematisch de bevoegdheid van controle en besluitvorming inzake de toekenning van het sociaal telefoontarief wordt verleend.

Artikel 3 van het ontwerp moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 6

De onderzochte bepaling schrijft voor dat het fonds uiterlijk op één augustus van het jaar dat volgt op "het beschouwde jaar" het bedrag van de compensaties en vergoedingen bedoeld in artikel 74 van de voornoemde wet van 13 juni 2005 berekent en dat bedrag aan de operatoren meedeelt via een ter post aangetekende brief. Ze schrijft tevens voor dat het fonds de termijn vaststelt voor de betaling van de compensaties en dat het de vergoedingen uitbetaalt binnen drie maanden na de kennisgeving.

De aldus ingevoerde regeling is om de volgende redenen strijdig met artikel 74 van de wet van 13 juni 2005 :

- 1° Uit artikel 74, achtste lid, van de wet van 13 juni 2005 volgt dat de compensaties waarvan sprake is in de vorige leden ⁽¹⁾ onmiddellijk verschuldigd zijn. Het staat derhalve niet aan de Koning om zelf een termijn te bepalen voor de betaling van de vergoedingen die het fonds eventueel verschuldigd is aan de operatoren, zoals artikel 6, derde lid, van het ontwerp nochtans voorschrijft, noch om een termijn te bepalen of om het fonds te machtigen een termijn te bepalen voor de betaling van de compensaties die de operatoren eventueel verschuldigd zijn, zoals artikel 6, tweede lid, van het ontwerp nochtans voorschrijft.

⁽¹⁾ Aldus worden niet alleen de compensaties bedoeld die eventueel verschuldigd zijn door de operatoren (artikel 74, zesde lid), maar ook de vergoedingen die eventueel verschuldigd zijn door het fonds (artikel 74, zevende lid).

- 2° Bovendien schrijft artikel 74, achtste lid, tweede zin, van de wet van 13 juni 2005 voor, althans wat de betaling betreft van de eerste vergoedingen die het fonds eventueel verschuldigd is, dat de effectieve compensatie via het fonds zal plaatsvinden zodra het fonds operationeel is, en uiterlijk op 30 juni 2006. Uit de gezamenlijke lezing van het eerste en het derde lid van de onderzochte bepaling volgt dat de bij die bepaling ingevoerde regeling het niet mogelijk zal maken de termijn in acht te nemen die door de wetgever zelf aldus is bepaald.

Bij wijze van conclusie moeten het tweede en het derde lid van de onderzochte bepaling vervallen en moet in de ontwerp tekst een overgangsbepaling worden ingevoegd die het mogelijk maakt dat de inachtneming van de termijn gesteld in artikel 74, achtste lid, tweede zin, van de wet van 13 juni 2005 gegarandeerd wordt.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	R. ANDERSEN,	eerste voorzitter van de Raad van State,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	P. VANDERNOOT,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. A. VAGMAN, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE EERSTE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN